

cours à vingt minutes et les autres orateurs à quinze. Si la Chambre est d'accord, on pourrait peut-être en faire un ordre de la Chambre.

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Oui, monsieur l'Orateur, c'est entendu.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): D'accord.

M. l'Orateur: S'il y a accord, qu'il en soit ainsi ordonné.

LE PROCHAIN DÉPÔT D'UN BILL SUR LA PUBLICITÉ
POUR LES CIGARETTES

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, avant de laisser tomber la question des travaux prévus pour la semaine prochaine, permettez-moi de poser une question au leader du gouvernement à la Chambre. Comme il le sait, nous nous sommes entendus sur les délais à fixer pour l'étude du bill sur la publicité des cigarettes. La Chambre serait-elle saisie de ce bill sous peu?

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, je ne suis assuré à la Chambre que ce sera sous peu. Probablement pas avant le congé de Pâques et même après, je ne puis donner de date précise.

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, puis-je poser une question supplémentaire?

[Traduction]

M. l'Orateur: Les députés auront remarqué que nous sommes censés être saisis d'un rappel au Règlement. De fait, c'est plutôt une reprise de la période des questions, et ces questions ne peuvent être posées que du consentement de la Chambre.

[Français]

L'honorable député de Joliette semble vouloir invoquer de nouveau le Règlement ou poser une question supplémentaire. La question a été posée, je crois, par l'honorable député de Malpèque, au sujet de l'ordre des affaires qui seront considérées par la Chambre au cours des prochains jours. L'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre a posé une question supplémentaire à ce sujet. Ce n'est qu'avec le consentement de la Chambre que de telles questions pourraient de nouveau être posées.

M. La Salle: Monsieur le président, je pose la question de privilège.

M. l'Orateur: L'honorable député de Joliette pose-t-il la question de privilège?

M. Roch La Salle (Joliette): Oui, monsieur le président.

Je voulais simplement faire savoir au leader parlementaire du gouvernement que, compte tenu de l'importance du tabac à cigarette dans la circonscription de Joliette, mes électeurs ne sont pas tellement pressés de voir revenir à la Chambre un bill visant à limiter l'usage du tabac.

• (3.10 p.m.)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

TRAVAUX DES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—MOTION DE DÉFIANCE—L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest) propose:

Que la Chambre blâme le gouvernement pour ses politiques économiques qui n'ont pas mis un terme à l'inflation, qui ont mis en chômage au moins 675,000 Canadiens, qui ont accentué la disparité entre les régions et qui n'ont pas encouragé le développement régional.

—Monsieur l'Orateur, je pourrais difficilement discuter comme il se doit la motion dont la Chambre est saisie en une heure et 20 minutes, encore moins en 20 minutes. Je ferai de mon mieux pour exposer à la Chambre ce que je considère l'un des plus grands problèmes du pays à l'heure actuelle. Nous blâmons le gouvernement parce que par le truchement du premier ministre (M. Trudeau), du ministre des Finances (M. Benson) et du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford), il a délibérément recouru à un subterfuge à peine camouflé.

Il a prétendu qu'il combattait le chômage et qu'il avait réussi à maîtriser l'inflation. Monsieur l'Orateur, c'est une des pires supercheries qu'on puisse imaginer à l'heure actuelle, car le gouvernement n'a nullement réussi à maîtriser l'inflation.

L'hon. M. Dinsdale: Ni rien d'autre d'ailleurs.

L'hon. M. Lambert: Je signale à Votre Honneur que c'est une grave question. D'autant plus que rien n'indique que le gouvernement ait réussi à s'occuper des 700,000 chômeurs et, des perspectives à l'égard des trois derniers trimestres de l'année ou à freiner l'inflation.

Nous avons eu l'occasion, en comité, de nous entretenir de cette question avec le président de la Commission des prix et des revenus, lors de l'étude du budget de la Commission. Je dois dire que ce monsieur, en dépit de ses vaillants efforts, a dû avouer que, selon certains indices faciles à déceler, nous verrons, au cours du troisième trimestre de cette année, la spirale inflationniste s'accroître et les problèmes du pays s'aggraver encore un peu plus. C'est à ce sujet que je veux blâmer le gouvernement aujourd'hui.

En premier lieu, le premier ministre s'est vanté en décembre, je crois, lors d'une entrevue, d'avoir terrassé l'inflation et il a ajouté que le gouvernement allait s'attaquer au chômage qui devenait dès lors son principal objectif. Eh bien, il ne l'a pas fait, car le chômage a continué d'augmenter. Voyons maintenant les promesses faites par le ministre des Finances lors de son discours du budget du 3 décembre. Voyons les déclarations du premier ministre, d'autres ministres tant à la Chambre qu'à l'extérieur, et du ministre de la Consommation et des Corporations qui a signalé, avec fierté, que la hausse de l'indice des prix à la consommation au Canada était la